SciencesPo

DOSSIER DE PRESSE : LA NOUVELLE ÉCOLE D'AFFAIRES PUBLIQUES DE SCIENCES PO



PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA NOUVELLE ÉCOLE D'AFFAIRES PUBLIQUES DE SCIENCES PO

Fidèle à sa tradition de former les décideurs publics au plus haut niveau, Sciences Po a toujours attiré les étudiants soucieux de servir l'intérêt général. Aujourd'hui, Sciences Po entend consolider l'excellence de sa formation aux affaires publiques en formant les nouveaux acteurs du bien commun en Europe et de par le monde. Dirigée par Yann Algan, l'École d'affaires publiques accueille pour cette rentrée près de 600 étudiants issus du monde entier avec 40 nationalités différentes.

Former les nouveaux acteurs du bien commun

Une ambition: un lieu unique de formation parmi les Schools of Public Affairs

A l'heure où de nombreuses écoles anglo-saxonnes investissent le domaine des « public affairs », lié à l'intérêt croissant, tant de la part des étudiants pour la chose publique, que de celle des employeurs pour des profils de diplômés d'un type nouveau qui dépasse les concours administratifs, Frédéric Mion, directeur de Sciences Po, a souhaité créer une Ecole d'affaires publiques européenne, et résolument tournée vers le monde. Bien plus qu'une labellisation des enseignements de deuxième cycle existants, chaque École à Sciences Po a un objet qui est à la fois un champ d'investigations (projet intellectuel) et un champ de débouchés (projet professionnel).

Dirigée par l'économiste Yann Algan, s'appuyant sur un conseil stratégique, présidé par Anne-Marie Idrac et réunissant professionnels, chercheurs et académiques de stature internationale, la nouvelle École d'affaires publiques de Sciences Po se veut un lieu unique de formation pour les acteurs publics de tous les continents. Résolument européenne, elle entend s'ouvrir particulièrement à l'Afrique et au Maghreb, mais aussi à l'Asie et l'Amérique latine confrontés à de nouveaux défis sociaux, économiques et politiques. L'Ecole peut s'appuyer sur son ancrage européen, la richesse de ses communautés et son réseau mondial de partenaires universitaires pour proposer une approche globale des affaires publiques.

Répondre à la mutation des affaires publiques : nouvel objet, nouveaux acteurs, nouvelles méthodes

Le projet original de l'Ecole, fruit des réflexions d'un comité de préfiguration mobilisant la communauté académique et des professionnels de premier plan, répond à la mutation profonde des affaires publiques. Celles-ci sont de plus en plus confrontées au défi de la complexité; des nouvelles technologies à l'intelligence artificielle et au Big Data, de la transition énergétique à la croissance soutenable, de l'instabilité des marchés à celles des institutions, de la pauvreté aux inégalités, des risques sanitaires aux nouvelles politiques sociales... autant de sujets nouveaux face auxquels les savoirs traditionnels s'avèrent impuissants.

Cette complexité du champ des affaires publiques se double de celle des acteurs. Longtemps apanage des gouvernements, les questions publiques impliquent aujourd'hui une multiplicité de « parties prenantes », entreprises, groupes d'intérêt, organismes internationaux, société civile. Les

interactions se multiplient, dépassant le cadre national pour intégrer des logiques locales, régionales, européennes et mondiales. Et, les règles du jeu changent. La logique administrative descendante, de l'autorité gouvernementale vers les "administrés" s'avère de moins en moins efficace et de plus en plus souvent contestée.

Cette triple mutation, des acteurs, des sujets et des méthodes indique un changement de nature du bien public. Les affaires publiques s'élaborent et se co-construisent selon une logique horizontale. Bref, les affaires publiques exigent aujourd'hui des acteurs qui soient capables de faire avancer le bien commun.

Pour répondre à ces nouveaux enjeux et former ce nouveau profil d'acteurs du bien commun, l'École propose une approche globale du champ des affaires publiques en décloisonnant les connaissances, en croisant savoirs et pratiques, en apprenant aux élèves à être innovants et créatifs et ce, en développant un nouveau management public guidé par la prise en compte des dimensions éthiques et humanistes.

Renouveler la formation aux affaires publiques par une approche globale

Associer aux savoirs fondamentaux et aux compétences techniques l'ouverture à tous les savoirs et aux nouvelles technologies

L'École peut s'appuyer sur l'approche pluridisciplinaire en sciences sociales, au cœur du projet pédagogique de Sciences Po pour appréhender la nouvelle complexité des affaires publiques. Faire dialoguer l'histoire, l'économie, la science politique, le droit, la sociologie, l'évaluation des politiques publiques, la communication, le management des organisation permettra de répondre aux nouveaux défis, irriqués par les travaux de recherche de nos 200 chercheurs.

Les savoirs fondamentaux se complètent de compétences plus techniques grâce aux enseignements de décideurs et de praticiens, qui viennent partager leur expérience.

L'École s'ouvre également à tous les savoirs aux enseignements en sciences dures, éthique, en management et négociation, en gestion de projets et gestion de crise à l'instar des cours fondamentaux en « Technology and Public Policy », « Leadership, Organizations and Behaviors », « Ethics and Public Policy » ou « International Governance and Economics ». L'École offre aussi un lieu unique pour penser et conduire l'action publique avec les grandes révolutions technologiques de notre temps de la nanotechnologie à l'intelligence artificielle et l'économie numérique.

Privilégier les démarches d'apprentissage pour apprendre à manager différemment

L'École d'affaires publiques privilégie les expériences et mises en situation, comme l'art de la délégation et de la négociation pour renouveler les méthodes de prise de décision. Elle multiplie les démarches d'apprentissage avec des cas d'étude sur la gouvernance des grands enjeux tels que le Grand Paris Energie ou Gouvernement 2.0, des enquêtes de terrain, des simulations de négociations internationales telles que les négociations du climat et des études de cas concrets de transformation de l'action publique sur le terrain. L'Ecole innove également dans les formats pédagogiques en

favorisant les cours inversés, les cours conjoints online et s'appuie sur le numérique pour renouveler l'analyse des politiques publiques.

Proposer un cursus internationalisé ouvert sur l'apprentissage de la diversité des modes de gouvernance

L'École veut former des acteurs conscients de l'importance des différences culturelles dans le jeu mondial et habitués à les prendre en compte. Dans son approche, l'École délivre un apprentissage de la diversité des modes de gouvernance en s'appuyant sur l'étude et la comparaison des modèles avec un objectif : doter les étudiants des outils qui leur permettront d'analyser tous les contextes et de les prendre en compte pour agir.

Pour proposer un cursus internationalisé, l'École compte dans son corps professoral une part substantielle d'universitaires étrangers et l'ensemble de ses parcours en administration public, en management des affaires publiques, en culture, énergie et développement durable, en santé, en politiques économiques, en gouvernance européenne ou encore en numérique, technologies et politiques publiques seront dispensés en anglais dès la rentrée 2016. L'École proposera également dès la rentrée 2016 sept doubles diplômes internationaux avec les meilleures formations mondiales en affaires publiques.

Former à tous les métiers des affaires publiques

L'École continuera à préparer les étudiants à l'administration publique. Elle les préparera même encore mieux. Mais elle préparera aussi les étudiants à l'ensemble des métiers liés aux affaires publiques, qui couvrent une grande diversité de secteurs, public comme privé, et d'échelles, du local au global. L'École formera aussi bien les penseurs de l'action publique que ceux qui la mettent en œuvre.

L'École d'Affaires Publiques propose une architecture adaptée aussi bien à la formation initiale avec le Master de Politiques Publiques (Master in Public Policy), aux jeunes professionnels avec un Master in Public Affairs en un an, qu'à la formation continue des responsables de haut niveau avec des Executive Masters in Public Affairs en français et en anglais.

Master de Politiques Publiques (Master in Public Policy) (MPP)

(Description détaillée du curriculum en annexe)

Le futur de l'action publique - Le Master de Politiques Publiques est un programme sélectif de deux ans qui permet aux étudiants et jeunes professionnels d'acquérir les outils qui leur permettront de concevoir et piloter des programmes innovants dans toutes les sphères d'action des politiques publiques. Au sein d'un environnement globalisé en constante mutation, ce programme se propose de renouveler les cadres classiques d'interprétation de l'action publique en s'appuyant sur des méthodes de pédagogie innovantes et sur une offre de formation dans les frontières disciplinaires ont été résolument déconstruites pour permettre un élargissement des compétences et capacités d'analyse des étudiants qui en constituent les premiers évaluateurs.

L'innovation au service de l'action publique

Innovant dans son format pédagogique (cours inversés, cours conjoints online, laboratoire d'apprentissage), ce programme se veut également le fer de lance du renouvellement de l'analyse des politiques publiques en se basant sur l'utilisation des nouvelles technologies et du numérique pour

accompagner les mutations de l'action publique. Sciences sociales et sciences dures trouvent ici un affranchissement des frontières classiques des disciplines d'enseignement et permettent d'enrichir le curriculum tout en permettant aux étudiants d'élargir leurs compétences d'analyse et de création.

Une formation pluridimensionnelle du praticien

L'acquisition d'outils d'analyse via des cours fondamentaux en analyse quantitative, politiques publiques ou encore économie politique, est certes essentielle pour développer une capacité d'évaluation propre à l'ensemble des domaines de l'action publique ; elle se doit néanmoins d'être accompagnée d'enseignements qui élargissent le champ de pilotage des politiques publiques : réflexion sur les choix éthiques, sur l'administration managériale des programmes publics ou encore mise en perspective comparée des enseignements et pratiques en matière de politiques publiques en Europe et dans le monde. Les frontières entre pratique et théorie sont résolument réduites afin de mettre les étudiants en situation d'action et ce tout au long de leur scolarité : les praticiens de l'action publique viennent former autant que se former au sein de l'Ecole, les étudiants intègrent des projets collectifs et participent à des travaux de terrain, en lien avec les enseignements dispensés mais en réponse à une commande passée par un partenaire, privé ou public de Sciences Po.

Une construction personnelle du parcours de formation

Enfin, un dernier semestre sera personnalisé, construit autour d'un projet spécifique que l'étudiant aura co-construit avec ses pairs ou ses encadrants, qu'ils soient professeurs, chercheurs, professionnels ou conseillers pédagogiques : il s'agira d'un stage, d'un projet de recherche, d'un séjour d'études à l'étranger ou de tout projet à visée pédagogique, et préférablement conduit à l'international, en lien avec la formation suivie, visant en cela le développement de l'autonomie et l'appétence pour des projets d'innovation, quel que soit le domaine de politique public retenu.

Le déroulé de la formation - Structurée autour de quatre semestres d'études, la formation s'ouvre sur un socle commun de connaissances, dispensé majoritairement au 1er semestre, au travers de cours fondamentaux en politiques publiques, analyse quantitative, droit et économie publique. Les autres cours fondamentaux irriguent la suite de la formation : Choix éthiques et décision publique, Gouvernance et politiques économiques internationales, Leadership et organisations, enfin Technologies et politiques publiques sont enseignés au corus des deuxième et troisième semestres de la formation. Dès le second semestre, les étudiants seront amenés à choisir une spécialité (policy streams) parmi lesquelles, en 2015-16 : Administration publique, Culture, Énergie-environnement, Santé, Economics and Public Policy, European Economics and Governance. S'ajouteront en 2016-2017 les policy streams suivants : Management and Public Affairs, Culture, Health, Social Policy and Social Innovation, Energy and Sustainability. L'ouverture que propose le dernier semestre d'étude sur un projet individualisé permet de poursuivre la spécialisation choisie en lien avec un partenaire privé, public, dans le cadre d'un stage, d'un projet de recherche ou encore d'une formation complémentaire suivie à l'étranger qui permettra d'internationaliser encore davantage le parcours proposé aux étudiants.

Une « communauté » d'apprentissage – Le socle de cette communauté est constitué d'enseignants chercheurs et de praticiens, qui par les recherches poursuivies, les professions qu'ils exercent ou les organisations dans lesquels ils évoluent, permettent aux étudiants de développer un parcours de formation adapté aux souhaits de spécialisation professionnels poursuivis. A cela s'ajoutent les partenaires de Sciences Po, entreprises, organisations internationales, think tanks, société de conseils, gouvernements locaux, nationaux et internationaux, qui ont tous vocation à nourrir l'espace

de formation proposé par l'École. Enfin les étudiants bien sûr, seront en situation d'apprentissage mais également impliqués, par le biais de nouvelles pratiques pédagogiques, dans la construction de cette formation unique.

Master in Public Administration (Master en un an pour jeunes professionnels)

L'École d'Affaires Publiques offre une formation en un an à temps plein pour des professionnels ayant au minimum 5 années d'expérience qui sera, selon les profils des étudiants, un sas, un accélérateur ou une respiration.

Un sas entre 2 secteurs entre lesquels la frontière s'estompe, le public et le privé, le local et le global, la réflexion et l'action.

Un accélérateur de carrière pour de jeunes cadres, du public ou du privé, désireux d'accroitre leur impact sur la prise de décision.

Une respiration pour des professionnels lancés dans des carrières intenses, qui ont besoin de prendre du recul, d'élargir leur vision et leur horizon avant de replonger dans l'action.

Pour ce faire, le MPA propose un contenu académique d'excellence, des outils professionnalisant pointus, mais aussi un environnement riche et très divers, aspects clés pour la découverte de nouvelles approches, la confrontation des idées et le développement de la créativité.

Le programme dote les étudiants de solides bases en sciences sociales leur permettant d'analyser en profondeur les politiques publiques et les contextes dans lesquels elles sont mises en œuvre, et de devenir des « consommateurs » éclairés des différentes sciences et sciences sociales, à même de faire le pont entre les chercheurs, les ingénieurs, les financiers, les politiques et les décideurs. Il leur permet aussi de développer leurs compétences en management, en communication et en leadership. Il les dote, enfin, d'une connaissance fine des enjeux auxquels ils sont déjà, et seront plus encore, confrontés en tant qu'acteurs du bien commun.

Au cours de leur année, les étudiants de ce programme auront la possibilité de se spécialiser sur l'un des enjeux majeurs de politiques publiques.

La Formation continue (Executive Education)

L'École, en lien avec Sciences Po Formation Continue (Executive Education), s'appuiera sur son savoir faire, son corps enseignant et son positionnement au cœur des affaires publiques en France et dans le monde pour offrir des formations exécutives. Cette offre combinera des programmes surmesure, élaborés pour des organisations publiques ou privées. Un cycle de formation propose ainsi à des hauts fonctionnaires indiens de se former aux approches européennes des enjeux contemporains.

Des formations ouvertes seront aussi créées, comme l'École d'été « Purality University » en partenariat avec le Centre de Recherche Interdisciplinaire (CRI) centrée sur les interactions entre nouvelles technologies et affaires publiques, ou une formation en partenariat avec la London School of Economics et la Hertie School of Governance de Berlin pour former les fonctionnaires européens.

Cette offre culminera avec la création d'un nouvel Executive Master in Public Policy (EMPP) qui s'inspirera de l'actuel Executive Master en Management des Politiques Publiques en le redessinant

pour s'adresser à de très hauts fonctionnaires, français et européens, ainsi qu'à des cadres supérieurs du privé en prise avec le bien commun.

ANNEXE 1: PRESENTATION DU MASTER IN PUBLIC POLICY (MPP)

Curriculum

| Year 1: Semester 1 | Year 1: Semester 2 | Year 2: Semester 3 | Year 2: Semester 4 |
|--|--|------------------------------|---|
| Public Economics | Leadership, Organization and Behaviors | Ethics and Public Policy | PERSONAL PROJECT |
| The Legal and Regulatory Framework of Public Affairs | International Governance and Economic Policy | Technology and Public Policy | - Internship |
| Public Policy | Policy Stream | Policy Stream | - Research |
| Quantitative Analysis | Policy Stream | Policy Stream | Study AbroadPolicy Lab |
| Elective | Policy Stream | Elective | |
| Elective | Elective | Elective | |
| Elective | Elective | Elective | |
| | Elective | Elective | |
| ScPo Common Core | ScPo Common Core | Final Exam | |
| Language* | Language* | Language* | |
| | Capstone* | Capstone* | |

^{*}Optional

COURS FONDAMENTAUX OU CORE COURSES

Structurée autour de quatre semestres d'études, la formation s'ouvre sur un socle commun de connaissances, dispensé majoritairement au 1^{er} semestre, au travers de cours fondamentaux en politiques publiques, analyse quantitative, droit et économie publique. Les autres cours fondamentaux irriguent la suite de la formation : Choix éthiques et décision publique, Gouvernance et politiques économiques internationales, Leadership et organisations, enfin Technologies et politiques publiques, ces derniers cours étant enseignés au cours des deuxième et troisième semestres de la formation.

| Titre | Enseignant | Descriptif de cours |
|--------------------------------|---|--|
| Public Economics | Mark STABILE (Professor, Econ Department) | The course is focused on evaluating the rationale for government intervention in the economy and tools available for government to do so. The course begins with understanding the economic rationale for government intervention. It reviews fundamental theoretical and empirical tools in public economics and presents an overview of the scope and size of government in developed economies. The course then explores budget analysis and deficit financing in modern economies. The course then covers public goods, externalities, and cost benefit analysis. It then turns to issues of social insurance and redistribution including applications to major public programs such as health care, education, pensions, inequality and poverty. The course concludes with the analysis of the theory and practice of taxation. |
| Framework of Public Affairs | Benoît DELAUNAY, Éric CANAL FORGUES (Professors, Law Department) | This course is intended to introduce students to the interrelationship between public policy, law and regulation characterized by the multiplication and interaction of normative systems as well as the growing porosity between private and public normative orders. The course analyses the different institutional frameworks that regulate legislative process whether it be at the international, European or national levels. Particular attention will be paid to the articulation between these different legal orders and the hierarchy of legal norms. "Sub-national" institutional frameworks and, notably, independent agencies that are called upon in many countries to exercise delegated powers will also be covered. The course will review and discuss a number of cases decided by national and international tribunals, as well as certain treaties, resolutions and other international legal instruments of importance. |
| Samastar 11 | Colin HAY (Professor, Political Science Department) | The module provides students with a general introduction to public policy-making and public policy analysis. It is organised in three sections. In the first of these, students will be introduced to the core techniques of public policy analysis. The second section of the module is concerned with public policy dynamics - how public policy change occurs and how we might evaluate the success or failure of such change. A consistent theme is the evaluation of public policy and how such evaluation (and the policy learning it prompts) feeds into the evolution of policy over time. The third section of the module is concerned with the influence on the form and content of public policy of the changing context(s) in which it takes place today. Particular emphasis is placed on the influence of globalization, austerity and the difficulties of designing and evaluating policy choices in a context of risk, uncertainty and crisis. |
| Quantitative Analysis | Jan ROVNY (Professor, Interdisciplinary Laboratory | This is an introductory course of quantitative methods for policy analysts. It aims to prepare researchers to |

| (Core Course | for the Evaluation of Public | intelligently apply basic statistical methods for the |
|---|---|---|
| | Policy – Sciences Po) | purposes of empirical analysis. This course is thus a practical guide to statistical application for future policy analysts and makers. However, to become effective users of statistics, the students must learn elementary statistical concepts and theory, and be aware of the various assumptions of the methodology. The course will consequently combine simple exposition to statistical theory with practical use of statistical modeling. The course will alternate between lectures and practical lab sessions where students will be encouraged to apply the material while learning to program in the statistical software package Stata. |
| | Henri BERGERON, Patrick CASTEL | Future leaders are required to possess the necessary skills allowing them to understand the issues and processes associated with change management, not to endure them but to lead them, as well as to design and implement organizational change. Whether it be the merging of two administrations, the adoption of a new management model and organizational chart or a restructuring project within a public administration, future leaders' abilities to think strategically whilst designing and implementing organizational change according to sound diagnosis depends on what we call strategic skills (analytical and action). These analytical and soft skills (intellectual and relational knowledge originating from the social sciences) are often more decisive than those based on technical knowledge and engineering sciences. |
| Governance and Economic Policy (Core Course | Benoit COEURE, Jean- Pierre LANDAU, Philippe MARTIN (Professors, Econ Department) | The course aims at giving a broad and comprehensive view of global economic cooperation, its institutions, successes and challenges. The course has two purposes. First, introduce students to the theory of International Trade, Economics and Finance. And, second, present and discuss the political economy of global cooperation through real life case studies on international organizations and agreements. On the theory side, classes will concentrate on outlining the main issues an principles. Students are expected to complement those basics by reading extensively (a list will be attached for each class in the upcoming syllabus). On the policy side, classes will incorporate lectures given by current or former policymakers involved in negotiations or running international organizations. |
| (Core Course | Nicolas BAUMARD and Ruwen OGIEN (Affiliated Professors SPA) | This course presents the ethical considerations (welfare, good, right) involved in public decisions in democracy: What is ethics? What are the main normative ethical considerations that drive public policy decision: consequentialist ethics, deontological ethics, virtue ethics. It equips policymakers with those ethical guidelines in a variety of concrete public policy examples: free expression, free speech, religious and cultural diversity; life ethics, health ethics, and animal ethics; transhumanism; immigration; defense; global warming The course also address the foundation and legitimacy of public policy in democracy: deliberative democracy, public accountability and transparency of public decision, reflexive governance; and questions the role of experts and policymakers in democracy and how to improve trust in public institutions. |
| Public Policy (Core course | Francois TADDEI (Affiliated Professor SPA, Director Center for Interdisciplinary Research) | Many public policy choices and decisions involve a deep understanding of the current challenges raised by science and technology: Energy (nuclear, renewals and green resources, smart cities); Climate change and Global Warming; Digitalization, Robotics and Big Data; Artificial Intelligence; Genetically modified organisms and stem cell research; Nanotechnologies and biotechnologies. Future policy makers need to be aware on how scientists |

themselves think about those issues and interact with the rest of the society. Many policy decisions are also made when there is uncertainty about the future impact of scientific and technological evolutions linked to human activity. There are often based on some risk assessments in an environment where probabilities cannot be precisely quantified, "catastrophic" evolutions cannot be ruled out; and in presence of tipping points. This course provides an in-depth analysis of these questions with high-level scientists who introduce the main above-listed technological and digital topics, and the associated challenges raised for public policy. The scientists will also provide a deep understanding of the relationship between science and democracy. Students will be invited to draw their own conclusion on how science should inform and influence public decisions, the best process and governance arrangements, and, more broadly, the relationship between "experts" and policymakers.

SPECIALISATIONS OU POLICY STREAMS

Dès le second semestre, les étudiants sont amenés à choisir une spécialité (*policy stream*) parmi les thématiques suivantes, ouvertes en 2015-16 :

- Administration publique
- Culture
- Énergie-environnement
- Santé
- Economics and Public Policy (en anglais)
- European Economics and Governance (en anglais)

En 2016-2017, l'ensemble des *policy streams* seront dispensés en anglais et enrichis avec l'offre suivante :

- Big Data, New Technologies and Public Policy
- Culture
- Economics and Public Policy
- European Economics and Public Policy
- Global Health
- · Management and Public Affairs
- Social Policy and Social Innovation

Le parcours de formation pourra ainsi être suivi en français ou en anglais, selon différentes critères : la formation initiale des étudiants, leurs langues d'études, leurs orientations disciplinaires et thématiques ou encore les débouchés professionnels visés et leurs choix d'installation professionnelles ou sectorielles.

A titre d'exemple, voici la liste des cours obligatoires dispensés dans chacune des spécialisations proposées en anglais ainsi que les descriptifs de cours correspondants offerts au sein des deux premières *policy streams* dans lesquelles les étudiants s'inscriront dès la rentrée 2015, soit EPP et EEG :

- Economics and Public Policy: Microeconomics for Public Policy, Macroeconomics for Public Policy, Evaluation of Public Policy, Economic Policy Analysis, Public Budgeting and Public Finance
- European Economics and Governance: European Economics, Competition Policy, Monetary Policy, Microeconomics for Public Policy, Introduction to European Institutions
- Management and Public Affairs: Strategic Management and Negotiation, Public Budgeting and Public Finance, Private Management, Corporate Finance
- **Culture:** Economics and Finance of Culture, Comparative Cultural Policy, Management of Cultural Institutions, Culture in the Digital Era
- **Global Health:** Health policy, Health economics, Global health, Health management, Biostatistics and Health Policy Evaluation, Innovation & Ethical Issues in Public Health
- Social Policy and Social Innovation: Welfare Measurement and Analysis, Economics of Welfare State, Comparative Welfare States, Inequality and Social Protection, Silver economy, Migration policy
- **Energy and Sustability:** Economics of Sustainable development, Economics and Finance of Energy, Geopolitics of energy, Energy transition.

LES PROJETS COLLECTIFS OU CAPSTONES

Fondé sur une expérience originale et professionnalisante, le projet collectif (*capstone*), constitue un temps fort dans le cadre de la formation des élèves qui acquièrent ainsi une **vision globale et concrète de la conduite de projet**. Répartis en équipe de trois à cinq, les élèves réalisent, de septembre à mai, à raison en moyenne de deux-trois heures de travail hebdomadaire, un projet en collaboration avec une institution publique, une entreprise ou une association. Ce dispositif pédagogique associe **exigences académiques et professionnelles**. En lien étroit avec le contenu de leurs enseignements, les élèves se voient ainsi proposer des missions qui leur permettent de :

- Mettre en application les connaissances, les capacités d'analyse et les compétences méthodologiques acquises au cours de leurs études;
- Se confronter à une expérience de gestion de projet et éprouver leur capacité à répondre aux attentes de professionnels ;
- Développer des qualités valorisées dans le monde professionnel telles que l'esprit d'équipe, l'anticipation, l'autonomie, la créativité, l'initiative et le sens de l'organisation.

UN SEMESTRE D'OUVERTURE

L'ouverture proposée par ce dernier semestre d'étude, sur la base d'un projet personnalisé, permet aux étudiants de poursuivre l'étude de la spécialisation choisie précédemment, mais en lien étroit avec un partenaire académique, privé ou public. Les étudiants peuvent ainsi être amenés à poursuivre un stage au sein d'une entreprise, d'un gouvernement, d'une organisation internationale ; d'autres, dont le parcours professionnel est d'ores et déjà construit mais à qui l'expérience d'un enseignement comparé fait défaut, pourra effectuer un semestre d'études au sein d'une université partenaire de Sciences Po à l'étranger. Enfin, les **Policy Lab** seront développés à partir de la rentrée 2016 pour permettre aux étudiants de conduire et d'évaluer des défis émergents en termes de politiques publiques et ce, de façon multidisciplinaire (appel aux enseignements de différents masters voire à d'autres programmes partenaires de sciences dures), intensive (un semestre en temps plein) et transversale (avec la participation de différentes cohortes d'étudiants et un aspect d'enseignement intégré pour les étudiants du Collège universitaires, ou les anciens apprenants de Master initient leurs successeurs aux enjeux de l'action publique....).

LES DOUBLES DIPLOMES

Globale dans son approche, l'École est aussi internationale à travers ses étudiants, ses enseignants, et ses partenaires académiques. Forte de l'expérience d'un programme pilote, le *Master of Public Affairs*, l'École d'Affaires Publiques propose dès 2015-2016 sept double diplômes internationaux avec les meilleures formations mondiales en matière d'affaires publiques :

- London School of Economics
- School of International and Public Affairs, Columbia University
- Graduate School for Public Policy, Tokyo (Japon)
- Lee Kwan Yew School of Public Policy, National University of Singapour
- Hertie School of Governance de Berlin
- Université de Saint Gall en Suisse
- Université Bocconi de Milan

À ces partenariats s'ajoutent deux doubles cursus en France avec :

- L'École du Louvre
- HEC

ANNEXE 2 : BIOGRAPHIE DE YANN ALGAN, DOYEN DE LA NOUVELLE ÉCOLE D'AFFAIRES PUBLIQUES



Docteur en économie en 2002, Yann Algan a été
Assistant professeur à l'Université Paris 1 - Panthéon
Sorbonne (2002-2004). Après l'obtention de
l'agrégation du supérieur en 2004, il devient
Professeur des Universités et enseigne à l'université
de Marne la Vallée (2004-2007) et à la Paris School of
Economics (2006-2007). Professeur invité au MIT
(2007) puis à Harvard (2008), il a rejoint le
Département d'économie de Sciences Po en 2008. Il
enseigne à Sciences Po le cours d'introduction à
l'économie de première année et dirige le master
Economics and Public Policy ainsi que l'Executive
Master Management des politiques publiques.

Ses travaux portent sur l'économie de la confiance et du bien-être, l'économie collaborative, et sur les politiques publiques. Yann Algan exploite notamment le Big Data pour mesurer et analyser les déterminants du bien-être et des attitudes sociales. Il évalue également les politiques qui permettent de développer

la confiance et le bien-être au sein de la société civile, à l'école et dans les entreprises. Ses travaux sont à la croisée de la recherche en économie, en psychologie, en management et en sociologie.

ANNEXE 3 : PRÉSENTATION DES MEMBRES DU CONSEIL SCIENTIFIQUE

Anne-Marie IDRAC (Présidente)

Présidente Conseil de surveillance Aéroport de Toulouse, ancienne Ministre

Yann ALGAN (Doyen)

Professeur d'économie à Sciences Po

MEMBRES

Lisa ANDERSON

Présidente Université du Caire, vice provost Columbia Sipa

David AZEMA

Bank of America Merrill Lynch

Bertrand BADRE

Management Director, World Bank

Jean BASSERES

Président Pole Emploi

Olivier BORRAZ

Directeur du CSO, Professeur de Sociologie, Sciences Po

Olivier BLANCHARD

Economiste MIT Peterson Institute. Ancien Chief Economist FMI

Michel DESTOT

Député de l'Isère

Martine DURAND

Chief Statistician and Director of Statistics, OECD

Mireille FAUGERE

Ancienne Directrice AP-HP

Clara GAYMARD

Présidente EG France, vice-présidente GE international

Serguei GURIEV

Professeur d'Economie à Sciences Po

Colin HAY

Professeur de Sciences Politiques Sciences Po

Pascal LAMY

Ancien Directeur OMC

Eric LABAYE

Membre Comité de Direction Internationale McKinsey

Prof LAN XUE

Dean SPPM Tsinghua Beijing

Marc LAZAR

Professeur d'histoire, Sciences Po

Nathalie LOISEAU

Directrice École nationale d'administration

Stéphane PALLEZ

Présidente directrice générale Française des Jeux

Edouard PHILIPPE

Député-Maire du Havre

Claude STEELE

Provost University of California Berkeley

Bernard STIRN

Conseil d'Etat

François TADDEI

Directeur du Centre de Recherche Interdisciplinaire

Laurence TUBIANA

Présidente de l'IDDRI

Rose-Marie VAN LERBERGHE

Conseil Supérieur de la Magistrature

Etienne WASMER

Professeur d'Économie à Sciences Po, Directeur du Laboratoire Interdisciplinaire d'Évaluation des Politiques Publiques (LIEPP)

Cornelia WOLL

Professeur de Sciences Politiques, CEE-LIEPP and MaxPo, Directrice des Études et de la Scolarité de Sciences Po

Kwame YAMGNANE

Directeur Ecole 42

